



**Procès -verbal du
Conseil d'administration du RQIIAC
Les 26 et 27 septembre 2013 de 9:00 à 16:30
À Montréal**

Le 26 septembre de 9h00 à 16h30

Les petites Mains, 7595 rue St-Laurent

Le 27 septembre de 9 h à 16 h

CLSC Saint-Michel, 3355, rue Jarry Est, salle 403

Présences :

André Gauthier	Vice-président
André St-Onge	Bas St-Laurent/Gaspésie/Iles M.
Annik Giguère	Estrie
Christian Bergeron	Saguenay/Lac-St-jean
Cyndia Brunet	Laval-Montréal
Ginette Gagnon	Lanaudière
Isabelle Aubry	Outaouais
Hugo Levesque	Laval/Montréal
Johanne Gauthier	Mauricie/Centre-du-Québec
Karine Leducq	Secrétaire
Marie Boivin	Présidente
Nathalie Lamanque	Laurentides
Suzie Cloutier	Québec
Yves Destroismaisons	Trésorier

Absences :

Jean-Pierre Simard	Côte-Nord
Olivier Duval	Chaudière-Appalaches
Mario Lefebvre	Vice-président
Vacant (Jacques Bourgeois)	Abitibi/Témis/Nord-du-Québec
Vacant (Mario Lefebvre)	Montréal

Invités :

Vendredi : Denis Bourque	CROC
Vendredi : Gilles Brazzalotto	Coordonnateur média

1. Mot de bienvenue

Marie souhaite la bienvenue à tous. Nous avons cinq nouveaux délégués! Denis Bourque participera à notre rencontre de demain pour faire suite à une invitation du CE sur la question de l'occupation du territoire et de la Loi sur la décentralisation. Gilles Brazzalotto assistera aussi à la rencontre de demain.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Marie nous dépose un nouvel ordre du jour avec de légers ajouts à certains points. Elle nous informe rapidement des éléments de contenu. L'ordre du jour est proposé par Yves Destroismaisons et appuyé par André St-Onge. Adopté à l'unanimité.

3. Présentation des délégués

Marie Boivin nous propose pour le tour de table sous forme de jeu. Notre instrument préféré?

André Gauthier : bombarde
Suzie Cloutier : piano
Isabelle Aubry : violoncelle
Christian Bergeron : flûte à bec, guitare
Johanne Gauthier : violoncelle
Ginette Gagnon : la voix

Yves Destroismaisons : flûte à bec, guitare
Hugo Levesque : piano
Nathalie Lamanque : violon
Cyndia Brunet : batterie
André St-Onge : violoncelle
Karine Leducq : sagates
Marie Boivin : guitare

4. Adoption du procès-verbal du 6 juin 2013

Modifications au point 6.1 portrait des ressources : « *L'analyse finale ~~va~~ devrait être faite pas Yvan Comeau.* »

Modification au point 6.3 rencontre avec la CRCOC : « *la question des statistiques refait surface pour l'organisation communautaire et on sent le vent de la ~~réédition~~ reddition de compte.* » et « *CSSS Sud de Lanaudière : ils ont édité adapté un cadre normatif.* »

Modification au point 7 déroulement de l'AGE et AGA : *Proposition suivant le comité plénier : Considérant la modification aux lettres patentes et aux règlements généraux, il est sera proposé de mandater le CA pour mener... »*

Le procès verbal est proposé avec les modifications par Cyndia Brunet appuyé par Yves Destroismaisons. Adopté à l'unanimité.

Suivis au procès verbal :

4. Dépôt du rapport de l'exécutif du 12 avril 2013 : André Gauthier suggère qu'une personne soit responsable pour contacter rapidement les membres honoraires pour confirmer leur présence. Il faut préciser quand nous voulons souligner l'événement, AGA ou durant le Colloque 2014?

5. Nomination d'un trésorier : reporté au point trésorerie.

6.3 Rencontre avec la CRCOC. Un comité de travail a été ajouté sur la question de l'évaluation en DC dans le plan d'action. À valider au point plan d'action.

6.4 : Solidarité Rurale : André St-Onge a rencontré Claire Bolduc, présidente de Solidarité Rurale. Ils ont discuté la possibilité et l'intérêt que les deux organisations travaillent ensemble. Nous allons revenir au plan d'action là-dessus.

5. Dépôt du rapport de l'exécutif du 27 juin et du 29 août 2013

Marie dépose les rapports de l'exécutif du 27 juin et 29 août 2013. Le compte rendu de l'exécutif a été envoyé avec la convocation et les administrateurs ont pu en prendre connaissance avant la réunion. Les suivis se retrouvent à l'ordre du jour. Deux rencontres ont été nécessaires à la suite de l'absence de Mario Lefebvre pour la première rencontre et la demande de soutien de Gatineau.

6. Adoption et mise en œuvre du plan d'action 2013-2014

Marie prend quelques commentaires des délégués. L'été a été fort occupé et les délégués avaient plusieurs devoirs : l'inventaire des cadres de référence du RQIIAC; la description des régions, les OC liés au dossier de lutte à la pauvreté et la mise à jour de la liste OC/TC. Les nouveaux délégués mentionnent le manque d'informations (contexte et explications plus précises) concernant certaines demandes. Il est aussi noté : l'ampleur de la tâche d'être délégué, du réalisme des échéanciers, du moment estival pour répondre à ces tâches et du contexte de certains établissements (changement de direction et implication au RQIIAC qui ne tient qu'à un fil) et la coordination de ces actions qui demandent beaucoup d'énergie et de temps. Nous clarifions les demandes et rôles des délégués en les rassurant sur le nombre de devoirs et responsabilités entre chaque rencontre.

Il est donc entendu que l'exercice concernant le plan d'action tiendra compte de :

- Une clarification des dossiers sur lesquels les délégués sont sollicités;
- Un échéancier réaliste;

- Une contribution des délégués dans certains comités;
- Une contribution de l'ensemble du CA comme acteurs collectifs et non pas seulement comme « boîte aux lettres »;
- Une priorisation des objectifs.

Certaines actions sont inscrites de façon plus spécifique à l'ordre du jour.

6.1 AXE : PROMOTION DE LA SPÉCIFICITÉ DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE EN CSSS

Marie distribue la proposition de plan d'action et nous regardons le premier AXE : Promotion de la spécificité de l'action communautaire en CSSS.

6.1.1 Appropriation et intérêts

Marie donne un temps d'appropriation à tous en petits comités pour compléter cet axe.

6.1.2 Questions de clarifications, modifications et adoption

De retour en réunion, nous faisons un tour de table. Marie prendra les notes et fera les corrections au plan d'action.

Objectif : Produire et diffuser de l'information sur l'organisation communautaire en CSSS

1. Outils internes : André G. annonce que nous avons presque épuisé nos dépliants. Il a apporté ce qui restait. Il s'est renseigné sur le coût de réimpression, pour 2400 dépliants, il en coûterait environ 775 \$ environ. Avons-nous la capacité financière? Est-ce une priorité? Commentaires : Le dépliant devrait être un outil à prioriser. Il est un instrument vital pour les délégués régionaux. André G. suggère d'identifier le nombre dont nous avons besoin dans notre région. Nous pourrions aussi en envoyer au CA des CSSS. Faire une petite consultation d'ici Noël et valider dans chacune de nos régions un ordre de grandeur des besoins en terme de cadre de référence et dépliants. En fin de journée, nous devons prendre une décision concernant la réimpression des dépliants.

2. Situation de l'organisation communautaire en CSSS :

- Approche Lean : Christian B. se propose pour documenter l'approche. Suggestion de contacter le CSSS Maria Chapdelaine. Gatineau a des attentes comme région sur cette question. Bataille actuelle de l'APTS.
- ÉGIPSS (Évaluation globale et intégrée de la performance des systèmes de santé) : Selon Ginette G., c'est une méthode d'évaluation de la performance (nouvel outil de l'AQESS) à partir de quelques indicateurs, par exemple : la population vs le nombre d'employé; le nombre d'interventions; taux de groupe communautaire par territoire. Il faut être vigilant sur cet outil. Employé au CSSS Meilleur (voir en annexe).
- Concernant le soutien du RQIIAC en cas de suppression de postes. Il est proposé que le CE réponde aux équipes OC des CSSS sur demande. Ce point pourra être clarifié lorsque nous travaillerons le *Sujet 15. Comité exécutif et archives*, concernant le rôle du CE/CA. Il est suggéré d'envoyer l'information à Gilles B. en c. c. à Karine L. Nous pourrions aussi associer d'autres personnes comme Jean-François Guay et Véronique Robert de Massy.

3. SNOC : traité au point 6.1.4 à l'ordre du jour

Objectif : Maintenir des alliances avec les universités, les chercheurs et les organisations dans le domaine de l'OC.

4. Comités RQIIAC — Universités : Suzie C. nous avise d'une demande régionale de l'Université Laval pour réviser leur contrat d'apprentissage avec les OC de la région de Québec. Nous pouvons ajouter son nom au plan d'action.

5. Recherche et colloques : aucun commentaire

6. Positionnement auprès des partenaires nationaux en DC : ajout de la plate forme en DC en référence à la journée d'échange. La plate forme pourrait être l'objet d'un atelier au prochain colloque? À inclure dans le plan d'action. Selon Christian, l'idée serait pertinente dans le cadre du colloque. Il y a un flottement quant à ce projet, car Mario Lefebvre n'est pas présent aujourd'hui et nous n'avons pas d'autres nouvelles quant aux travaux de la Montérégie sur la « plate-forme ». Il y a actuellement des enjeux internes dans l'équipe de Mario L. Le CA attend la rédaction d'un bilan de la journée. Il est proposé de relancer Mario sur la capacité de poursuivre cette action. Sinon, qui pourrait donner suite au CA? Nous souhaitons mieux comprendre ce que contiendrait la « plate-forme » et qu'est ce que ça va donner? Marie va relancer Mario. Ajout de la Chaire de recherche en Abitibi en développement local? À évaluer.

7. Reconnaissance auprès du MSSS et des CSSS : traité au point suivant 6.1.3

6.1.3 Plan de match du collectif de collaboration (objectif 7)

Marie B. dépose un document et fait la présentation de l'historique du *collectif de collaboration au RQIIAC*. Le CE, dans le contexte de l'été, a réagit rapidement à une demande des OC de Gatineau de soutenir leurs démarches face aux coupures annoncées. La position du RQIIAC a été de ne pas dénoncer les suppressions de postes, mais plutôt de faire la promotion de l'organisation communautaire et de se lier avec les syndicats. C'est la première fois que le RQIIAC réagit de façon plus formelle lors de suppressions de postes en envoyant une lettre directement au président d'un CSSS concerné.

Commentaires et suggestions :

- André St-Onge suggère d'ajouter la CSN dans les moyens du plan d'action.
- Les OC de Gatineau collaborent avec l'APTS à la réalisation d'une vidéo sur la vie régionale et la promotion de l'organisation communautaire. Montérégie a aussi produit une vidéo il y a deux ans.
- Christian se rajoute au collectif concernant les démarches Lean...
- Un délégué soulève l'ampleur de la démarche. Il est difficile de justifier notre implication sur un comité du RQIIAC et être délogé par nos CSSS, nos institutions étant davantage concentrées par l'optimisation et les déficits 0.
- Cette association avec la santé publique pourrait aussi soulever des enjeux au niveau régional en lien avec notre autonomie professionnelle, elle apporte aussi un certain rapport de force.
- Quels seront les impacts sur la reconnaissance régionale vs locale, comment lier les deux?

Le plan d'action du collectif est reçu et accepté avec les ajouts.

6.1.4 SNOC : Tempête d'idées sur la thématique et formation du comité (objectif 3)

André G. introduit le point de la SNOC : 3^e semaine de mars. On l'apporte en septembre pour être proactif et déterminer la thématique de l'an prochain en regard du plan d'action. L'an dernier, il y avait

un synchronisme. C'est un outil complémentaire à nos préoccupations. Il est proposé de reprendre le même slogan que l'an dernier : *Tout un monde de compétence*. André St-Onge mentionne que durant les dernières années, il a été difficile de trouver des thèmes. La discussion se faisait en décembre et se finalisait par un thème ou des outils de dernière minute. La semaine est soulignée de façon inégale selon les CSSS. Il propose une action régionale et commune à tous. Qui serait intéressé à travailler là-dessus? Le comité communication pourrait réfléchir et proposer quelque chose au CA de décembre.

Un petit remue-méninges :

Tout un monde de compétence, Tout un monde d'actions, Tout un monde utile, Tout un monde d'impacts, Tout un monde de création, de solidarité, de santé, de développement. Reprendre l'idée du casse-tête de la journée d'échange. Avoir une mascotte, garder un format/couleur : cohésion, canevas visuel. Casse-tête : case pour le national et case vierge pour le local. Le jeu de serpents et échelles.

Dîner

6.2 AXE : VIE ASSOCIATIVE ET FONCTIONNEMENT

Un temps de lecture est donné à tous. Certains éléments se retrouvent à l'ordre du jour.

6.2.1 Appropriation et intérêts

6.2.2 Questions de clarifications, modifications et adoption

Quelques questions de clarification sont répondues.

Objectif : Maintenir une vie associative dynamique et le bon fonctionnement du regroupement.

17. Vie régionale. Ajouter : DC, dépliants, cadre de référence, plan d'action RQIIAC.

23. Le 25^e anniversaire du RQIIAC. Faire un lien avec le BIC, un numéro spécial?

6.2.3 Modification de la dénomination sociale du RQIIAC (Objectif 16) : compréhension commune de la résolution et définition du plan de match en atelier.

Karine L. donne le brouillon du PV de l'AGA. André G. fait un résumé et demande quelles seront les modalités et la démarche afin de répondre à la proposition adoptée à l'AGA. Sondage auprès des membres sur le nom? Assemblée? André St-Onge, revient deux ans avant et fait un historique. Marie relit la proposition. Suggestions : Ginette G. propose de partir des noms déjà soumis lors de la consultation de l'automne dernier AC/OC. Avoir un logo de « qualité ». Un nom avec une consonance intéressante. Acronyme ou non? Qui inclut le mot organisation communautaire. Rassembleur, interne externe. L'exercice se fait en CA, en sous-comité ou à l'externe? Après discussion, il est proposé de créer un sous-comité qui explorera les premières étapes. Suggestion d'Annik : MPOC : Mouvement pour les professionnels en organisation communautaire!

Création d'un sous-comité *Des Mots* : Olivier/Ginette/Hugo /André

Nous déterminons les étapes et l'échéancier :

1. Critères/qualités recherchées
2. Exploration de noms
3. Sondage/concours
4. Valider auprès des membres/Opération charme auprès des membres.
5. Informer les membres du plan de match
6. (Consultation spécialiste en marketing)
7. Présentation en décembre
8. Adoption CA de mars
9. Ratifier AGE de juin 2014

6.3 AXE : SOLIDARITÉS ET LUTTES SOCIALES

Un temps de lecture est donné à tous. Certains éléments se retrouvent à l'ordre du jour.

6.3.1 Appropriation et intérêts.

6.3.2 Questions de clarifications, modifications et adoption

Objectif : Assurer des liens et une réflexion politique sur les enjeux pouvant influencer la pratique.

24. Représentations. Aucun commentaire

25. Prise de position. Rôle du CE : s'il y a une suppression de poste. Le CA devrait répondre s'il y a une demande des régions comme dans le cas de Gatineau. Le CA pourrait prendre davantage de positions dans des dossiers régionaux comme la Charte des valeurs, la Loi 78, et donner son appui à des campagnes provinciales comme celle du ROC. Quelqu'un s'informe si le RQIIAC a été interpellé dans le cas de cette dernière. Marie confirme que nous n'avons pas eu de requête. Prendre position sur ce qui touche l'organisation communautaire. Appuyer davantage le cadre législatif, nos actions devraient être en lien avec les politiques plutôt qu'avec la profession.

Quel est le sens de nos appuis? De nos délégations? Reçoit-on des demandes d'appui?

Il est suggéré dans un premier temps que le CE apporte des balises en lien avec notre mission et nos valeurs. Politique d'appui? Questionner nos alliances? Résolution par courriel?

26. Autres dossiers. Liste des cadres de références dans les régions : important quand même. Refaire la consultation en ajoutant les politiques en DC.

7. Rapport du registraire et campagne de membership.

André G. dépose le document : *Rapport du registraire 2013-État de situation* (en annexe). Il complète les informations et explications déjà mentionnées dans le document. Nous avons 239/463 membres, donc plusieurs sont inactifs. L'utilisation de deux banques de données, non fusionnées, aurait induit en erreur André G. quant à l'interprétation (« *gestion déficiente* » dicit : André G.) du nombre de membres dans les réunions antérieures. La découverte a été faite suite aux courriels de Nathalie et Jacinthe. André propose de laisser tomber ACCESS et garder la nouvelle banque de données en la rendant plus conviviale (émission de reçus en fin d'année et courrier regroupé par région). Gardant un calme apparent, il propose plusieurs idées pour motiver et recruter des membres :

- Revoir les frais d'adhésion pour les congés de maternité ou congés sans solde;
- Campagne nationale de sollicitation auprès des OC inactifs et à tous les OC (voir en annexe). Voir avec Gilles la liste de sollicitation pour que les gens qui sont membres ne reçoivent pas la demande. Que la demande soit envoyée par le délégué. Ajouter le site web sur la lettre;
- Remise gratuite du cadre de référence (voir aux implications financières);

Soyez comme les canards:

En surface

AYEZ L'AIR CALME ET POSÉ



Sous la surface

PÉDALEZ COMME UN FOU

- Inscription gratuite au colloque;
- Carte de membre à distribuer. Une lettre type pour les délégués.
- Souhaiter la bienvenue aux nouveaux adhérents (courriel mensuel);
- Informer les délégués mensuellement de toutes les nouvelles inscriptions;
- Écrire un article dans le prochain BIC et infolettre;
- Débattre : pourquoi les nouveaux OC ne connaissent-ils pas le RQIIAC?
- Pour Montréal, démarche plus ciblée pour connaître les nouveaux;
- Développer notre argumentaire.

8. Rapport du trésorier : « Les hautes et les bas... d'Yves Destroismaisons »

Premier rapport de trésorerie d'Yves D. Dépôt de la politique de remboursement de dépenses et de la demande de remboursement, suivi d'explications d'Yves D. Présentation des états des résultats au 19 septembre 2013. Le 10 octobre prochain, une rencontre aura lieu avec Jacinthe et Pierre Desrosiers. Concernant la conciliation des rapports financiers : Colloque, Journée d'échange et RQIIAC. Yves D. annonce que nous avons un paiement à l'impôt à faire. Nous regardons avec attention l'état des résultats. Nous avons beaucoup moins d'adhésions, mais nous allons faire un « boum » de sollicitation. Nous sommes aussi dans une année creuse d'un intercolloque.

Résolution 20130926-8a

Il est proposé par André Gauthier et appuyé par Christian Bergeron de budgéter 2000 \$ pour rééditer (cette fois-ci, c'est le bon mot!) les cadres de référence et les dépliants. Adopté à l'unanimité

Résolution 20130926-8b

Il est proposé par André Gauthier et appuyé par Christian Bergeron, l'adoption des états des résultats au 19 septembre 2013. Adopté à l'unanimité.

9. Nouvelles des régions : Comment va la vie associative?

À tour de rôle, les délégués présentent rapidement leur région. Le portrait des régions sera mis sur le site par Gilles B.

Estrie (Annik Giguère) : vie régionale et rencontres régulières, formations.

Gatineau (Isabelle Aubry) : Mario Dion remplacera Isabelle Aubry

Mauricie/Centre-du-Québec (Johanne Gauthier) : il y a eu une abolition de poste en mars. Depuis 5 ans, il y a davantage de rencontres professionnelles.

Lanaudière (Ginette Gagnon) : 3 rencontres par année et élaboration d'un plan d'action annuel. Une abolition de poste au Sud et au Nord, un non-remplacement de 45 hrs et 14 hrs à Lanaudière.

Laurentides (Nathalie Lamanque) : 21 OC, 4 journées de rencontres par année et élaboration d'un plan d'action annuel. 2 x 2 jours non remplacés OC en pré retraite, mais ils vont renouveler les postes. À Deux-Montagnes : 10 supérieurs en 10 ans! Il y a de nouveaux critères pour la formation, ce qui ne leur permettra pas de participer au prochain colloque.

Saguenay/Lac-Saint-Jean (Christian Bergeron) : 21 OC, 2 nouveaux postes. Colloque! Colloque! Colloque! Lac à l'épaule en juin dernier avec tous les OC. Rencontre régionale régulière, appellation CRIC (comité régional, intercommunautaire) pour ne pas associer au RQIIAC.

Québec (Suzie Cloutier) : 35 postes OC et 42 OC. Un nouveau poste Santé publique créé l'an dernier, 1 poste non remplacé depuis juillet et qui sera déplacé pour un poste de direction. Rencontres régionales et élaboration d'un plan de travail. Alliance avec le milieu communautaire en questionnement.

Bas Saint-Laurent/Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine (André St-Onge) : 28 OC sur qui sont séparés en deux secteurs. Les OC de Bas Saint-Laurent se sont rencontrés cette année en visio. L'Agence convoque deux rencontres par année pour Gaspésie/Îles de la Madeleine. André mentionne qu'ils sont moins menacés qu'avant. Bas Saint-Laurent vs Table nationale en DC? André ne savait pas qu'il y avait un responsable. La priorité de la région : Créer une gouvernance en développement social.

Laval/Montréal (Cyndia Brunet et Hugo Levesque) : 95 OC, un sondage Survey Monkey a été réalisé. Les résultats seront dévoilés lundi. 2-3 rencontres par année, formation — conférence, plan d'action.

Quelques réflexions suite aux présentations :

Constat global, pas sombre, mais en dents de scie. Nous devons illustrer et faire connaître notre travail. La question des départs à la retraite non remplacés est préoccupante. Devons-nous faire des représentations à ce sujet? Les démarches actuelles avec le cabinet du ministre sont essentielles et reflètent les préoccupations. Il est nécessaire d'augmenter notre membership et être solidaire! L'enjeu c'est de garder le moral! Il ne faut pas oublier nos syndicats.

Trois régions moins présentes ou absentes (ce n'est pas par manque d'intérêts!) :

Faisons-nous des représentations, offrons-nous la mesure coup de pouce? Devons-nous être proactifs avec elles? Dans le cas de la Montérégie, c'est Mario L. qui assume la délégation en plus de la vice-présidence depuis 2 ans. Pour donner suite aux dernières nouvelles, plutôt mauvaises, de Mario L., à son CSSS, nous ferons un suivi avec lui au prochain CE. Pour la Côte-Nord, le CE a rencontré (visio) les OC de la région à l'automne 2012 pour regarder avec eux leur situation régionale et offrir de l'aide. Depuis, Jean-Pierre S. est délégué et il participe au CA de Québec depuis un an. Pour Abitibi, leur absence soulève de plus en plus de questions. Que peut-on faire pour cette région qui assumait autrefois un leadership et qui était plus solide et visible! C'est difficile de réfléchir avec nos collègues si on ne les voit pas. Il est suggéré de contacter la région et de faire une rencontre (visio) avec eux?

10. Ajournement et sortie d'équipe : Apéro au bar le Pourvoyeur, 184 Jean-Talon

Vendredi 27 septembre 2013

11. Suivi du portrait des ressources OC (Objectif 19)

Gilles nous présente un portrait préliminaire. Il reste des éléments à clarifier avec l'Abitibi et Gilles est en contact avec eux. D'ici décembre, le portrait sera finalisé. André G. va relancer Yvan Comeau et valider son intérêt à réaliser le portrait. Gilles nous présente quelques éléments sur le web. Marge de 5 % d'erreur! 399 OC au QC, sur toutes les personnes recenser nous avons 208 membres. 60 % femmes. Équivalent temps complet

12. AXE : SOUTIEN À LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE

Le point est remis au CA de décembre.

12.1.1. Brève présentation

12.1.2 Questions de clarifications, modifications et adoption

12.1.3 Réactions, commentaires face à l'ensemble du plan d'action et feuille d'intérêts

14. Communication

Gilles B. poursuit sa présentation avec la collaboration du comité communication.

14.1 Section sur le site internet pour la documentation sur l'OC (Objectif 10)

Le bouton *Outils* sur le site. Les sections : Animation, Diagnostic et besoins et Évaluation sont déjà en ligne. Les autres suivront cet automne.

14.2 Production du BIC : nouvelles et calendrier des régions associées

Sortie le 15 novembre

Date limite le 1^{er} novembre

Nous regardons les thèmes d'actualité.

Régions : Abitibi, Chaudière-Appalaches, Mauricie/Centre-du-Québec.

14.3 Liste Google : petit état de situation de son utilisation par le CA/CE/COMM

Gilles Beauchamp est toujours propriétaire et Gilles Brazzalotto gère la liste. Comment est-elle utilisée, par qui et pour quelles raisons? Gilles B. nous dresse le portrait. Elle a été créée pour répondre à un besoin d'échanges, de réseautage et même de débats. Elle sert comme babillard d'emplois et de forum de discussions ou circule des questionnements et des demandes de soutien en terme d'outils. Il y a 541 personnes d'abonnées. Elle génère beaucoup de courriel aux abonnés. Dernièrement, le CE a réagi sur la liste concernant la thématique des statistiques (voir en annexe) afin d'informer des démarches actuelles au RQIIAC.

Questions et commentaires :

- Peut-on conserver (transférer) les discussions de Google et documents sur notre site?
- À quoi veut-on que serve la liste? À un répertoire des ressources et d'information comme une boîte externe de communication?
- Quand il y a des réponses par courriel (outils) qui circulent qu'elle est la responsabilité des délégués de les renvoyer? Il n'y a pas de politique là-dessus, c'est au bon jugement des délégués. Sur demande au CE ou CA uniquement, le reste est confidentiel.
- Pouvons-nous inclure sur le site un forum et un onglet offre d'emploi? Le comité communication pourrait réfléchir là dessus. Arriver avec le prochain CA avec une proposition? On prend du temps au prochain CA? Gilles B. nous rappelle que le comité communication à aussi un plan de match et certaines priorités...

Présentation des régions : Canevas régional à envoyer à Gilles.

15. Plan d'action sur l'occupation et la vitalité des territoires et avant-projet de loi sur la décentralisation : présentation et discussion des enjeux avec Denis Bourque

Nous recevons Denis Bourque qui nous expose brièvement l'enjeu concernant la revitalisation des territoires. Il abordera le plan d'action gouvernemental du Ministère des Affaires Municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT). Il fera aussi le point sur la Chaire de recherche.

Denis dépose des extraits de documents :

- *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et la Stratégie 2011-2016;*
- *Annexe 1 Liste des axes d'intervention de la stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des*

- territoires qui interpellent plus particulièrement le Ministère;*
- *Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires du MAMROT;*
- *Annexe 3 Synthèse des actions du Ministère selon les orientations et les axes d'intervention.*
- *Mémoire déposé par SRQ.*

C'est un virage au Québec pour l'organisation communautaire et le DC. Le problème c'est que le réseau de la santé, les CSSS et les OC ne sont pas au centre de ce plan d'action du MAMROT.

Pièces importantes :

- **La Stratégie** pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires a été rendue publique le 10 novembre 2011. Elle présente quatre orientations

Montréal. Préoccupations larges, approche large.

- **La Loi, sur l'occupation des territoires et la Stratégie 2011-2016**, a été adoptée le 3 mai 2012. « Cette Loi place l'occupation et la vitalité des territoires parmi les grandes priorités du Québec. Elle assure la pérennité de la Stratégie, laquelle sera suivie, évaluée et renouvelée à son terme. La Loi amène les ministères et les organismes publics concernés à concourir à l'atteinte des objectifs de la Stratégie, en se guidant sur ses principes. Ces ministères et organismes élaboreront une planification conséquente et en rendront compte. Enfin, elle précise le rôle des ministres concernés et celui des élus municipaux »¹
- **Le Plan d'action** dans lequel le rôle du MAMROT est de, notamment, favoriser la concertation et la cohérence afin d'optimiser l'efficacité des interventions de tous les partenaires et de tenir compte de la mobilisation des citoyens.
- **Le projet de loi-cadre sur la décentralisation** positionne les enjeux et les grandes orientations en regard du rôle des municipalités et des élus. Il définira la jonction entre la société civile et le pouvoir public.

Le plan d'action est très bien formulé et présenté. Mais comment les enjeux sur papier représenteront-ils la réalité? Arbitrer actuellement au plan politique, sans mode opératoire concret. La question de l'opérationnalisation est soulevée. Nous regardons la synthèse des actions du ministère selon les orientations et les axes d'intervention (Annexe 3). Certaines de ses actions interpellent le rôle et la spécificité des OC et soulèvent des questionnements. Par exemple : « Assurer la collaboration entre les collectivités et le gouvernement ».

Le projet de Loi-cadre sur la décentralisation n'est pas encore réalisé, il devrait être déposé cet automne. Cette loi accorderait aux élus et aux acteurs du milieu une plus grande autonomie ainsi que les compétences nécessaires pour assurer la gestion des services au niveau le plus près du citoyen. La *Table des partenaires* devrait être composée avec une forte présence de société civile où il n'y aurait pas d'élus (Institutions, syndicats, communautaires). Puisque cette nouvelle instance sera à côté de la MRC. Quel rôle jouera-t-elle? Sera-t-elle uniquement consultative? Beaucoup d'initiatives au Québec qui touchent le développement social sont plus ou moins performantes. La *Loi sur la décentralisation* viendrait les encadrer. Les CRÉ vont perdre du pouvoir, mais vont rester. Ils continueront à recevoir du financement. Et les CSSS? Ils sont absents du plan. Depuis plus de 30 ans, les CLSC avaient ce rôle d'interface avec leur communauté et de soutien par le biais des services d'organisation communautaire.

¹ Extrait du site du MAMROT : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/occupation-et-vitalite-des-territoires/presentation/>

Solidarité Rurale a déposé un avis sur la ruralité et la décentralisation (voir annexe). Les MRC font des schémas d'aménagement des plans de développement territorial intégré. Qui seront les accompagnateurs? Une réponse, au *Levier 4 : l'accompagnement au palier local et au palier supra local* : les agents ruraux ou «Agents de liaison territoriaux» (ALT). Selon Denis, le MAMROT n'est pas totalement enchanté des propositions de Solidarité Rurale.

Nous questionnons la compétence des «agents ruraux» dans certaines MRC ainsi que leur impartialité considérant leur relation et leur proximité avec les élus. Solidarité Rurale essaie de positionner ses agents et ne fait jamais mention des organisateurs communautaires. Le RQIIAC doit faire des alliances avec Solidarité Rurale, pour s'assurer d'une position et d'une interface stratégiques. Jusqu'à présent, aucun mémoire de CSSS et aucun OC vraiment impliquer. Les CSSS sont portés à fermer leurs points de services pour des questions financières. La fédération des CLSC est dissoute. L'AQESS est complètement absente du débat. Elle représente les institutions du réseau de la santé, mais ne se manifeste pas sur ce genre d'enjeux. Les CSSS ne déposeront pas de mémoire. Denis suggère que le RQIIAC présente un mémoire. Il suggère aussi la mise sur pied d'une équipe tactique au plan provinciale pour accompagner les MRC dans ces transformations et d'en faire un projet pilote sur la base de quelques MRC (3 sont déjà volontaires). Le modèle proposé serait sous le leadership du CLD et le soutien et l'accompagnement devraient être mixtes, l'ALT des CLD et l'OC des CSSS.

Réflexions et commentaires, que faire?

Le MAMROT est avant-gardiste avec des limites et des pièges, mais leur *Stratégie* est intéressante. Nous avons quand même des alliés au niveau local et régional. Alliance à développer avec Solidarité Rurale, le SACCAIS, l'Agence et le secteur en développement des communautés? La Table des représentants en développement des communautés. Défendre l'organisation communautaire? Le MAMROT n'a pas sonné les cloches au MSSSS? Il faut encore porter le fardeau et prouver que l'on existe! La structure AQESS ne permet plus de réagir? Avant la Fédération des CLSC, se serait positionnée. Il y a une fausse perception que les CSSS n'agissent que dans le domaine de santé publique uniquement! Quels liens peut-on faire avec l'approche populationnelle et les déterminants sociaux de la santé versus les municipalités?

Citoyens : Il faut faire converger et additionner les efforts. Les citoyens sont interpellés dans la Stratégie du MAMROT. Problème avec Solidarité Rurale : aucune obligation de faire participer les citoyens sauf dans les PACTS ruraux. Il semble que ces implications dans les territoires soient mitigées.

Financement : Il y aurait aussi des enjeux au niveau du financement. Beaucoup de milieu où il n'y a pas d'argent à la grandeur du QC, mais dans les CSSS, oui. Il aurait-il une nouvelle conjoncture pour les CSSS? À Montréal et en région, c'est différent. Il y a déjà des régions qui ont des modèles de financement conjoint. Tendance générale du PQ de décentraliser sauf en santé et services sociaux. Décentralisation des fonds du Secrétariat aux aînés?

Chaire de recherche : les collaborations possibles se terminent le 31 déc. 2017. Denis ne pourra pas déposer une autre demande, mais une autre personne pourrait le faire.

- Un projet de recherche intitulé : «Pratiques et métiers de développement territorial intégré» vient de recevoir un financement d'une durée de quatre ans dans le cadre du programme Savoir du CRSH. L'équipe de recherche composée de Denis Bourque (UQO), Sébastien Savard (Université d'Ottawa), Jacques Caillouette (Université de Sherbrooke) et Angèle Bilodeau (Direction de santé publique de Montréal) va explorer et comparer des pratiques de développement intégré des territoires, ainsi que leurs modes de gouvernance, qui cherchent à

- agir dans les trois domaines du développement soutenable : environnement, social, économie
- Un projet sur les nouveaux partenariats (CROC, RQIIAC, Solidarité Rurale, RQDS, Communagir) pour mieux comprendre le métier du développement des communautés. Étude longitudinale sur l'organisation communautaire et comparaison avec les agents de la ruralité, agents des Fondations... (Présentation le 30 novembre prochain).
 - Évaluation de la performance de l'organisation communautaire en CSSS. Deux niveaux, le premier développera un argumentaire sur la contribution en DC et le deuxième, comment composer avec les données I CLSC. La crédibilité et l'image paraissent plus importantes. Il faut marquer de bons coups avec les directions de CSSS et les CA. Positionner politiquement sur la contribution de l'organisation communautaire auprès des CSSS. Ce n'est pas seulement une question de statistique ou de cadre normatif. L'enjeu est aussi avec les autres directions dans les CSSS. Pouvons-nous être proactifs dans ce domaine?

Résolution 20130927-15

Il est proposé, par Hugo Levesque, et appuyé, par André St-Onge, que le RQIIAC poursuivre sa collaboration et soit un partenaire de La Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire. Adopté à l'unanimité.

Denis B. nous annonce une nouvelle revue : Milieu. Nous le remercions de sa venue et de la présentation. À suivre.

16. Nouvelles du Colloque 2014 dans la région du Saguenay/Lac Saint-Jean

- Thème : S'enrichir, se nourrir, cultivons nos territoires. Voir sur le site.
- L'aspect logistique est complété, dont l'AGA du mercredi soir. Zoo de Saint-Félicien
- Conférence d'ouverture : ils sont à la recherche d'une ou d'un conférencier (ère) d'ouverture. Olivier D., Jean Zigler, Laure Waridel...
- Appel de proposition d'ateliers : en cours, la date va être reportée au 6 décembre.
- 5 formations et 20 ateliers, plus le world café.
- Activités prévues à la Réserve amérindienne de Mashteuiatsh.
- Commandites : les CSSS n'ont pas d'ouverture, mais l'Agence oui.
- Jardin des connaissances
- Fin novembre : conférence de presse (intersectorialité)
- Inscription en février.

RQIIAC : est-ce qu'on fait un atelier sur la territorialité (Denis, nous, Solidarité Rurale)? Avoir une table.

17. Boîte à outils : rapport d'étape et discussion des sous-thèmes (voir le site)

Présentation de Gilles B. des 5 thèmes qui seront mis sur le site. La boîte à outils sera ouverte à tous les membres. 5 ou 10 outils pour le moment par thématiques seront disponibles. De plus, sur l'onglet : outils informatiques, à chaque mois, une nouvelle pratico-pratique ex : comment utiliser Doodle.

18. Sondage sur les pratiques informatiques des OC

Demande de collaboration : Stéphanie Courcy Legros a réalisé un sondage auprès des OC sur l'accès et l'usage des outils informatiques. Elle fournira les résultats qui permettront une meilleure connaissance

des habitudes de nos membres.

19. Suivi du dossier de solidarité internationale et suites

Ginette fera le lien avec le comité international.

20. Divers

Appui au LAREPPS : Demande de lettre d'appui du *Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales* proposées par Christian et appuyé par Johanne. Adopté à l'unanimité.

Je soutiens le communautaire : un mot à inclure dans l'infolettre.

Relève et embauche des nouveaux OC : Nous avons un modèle de profil de compétences sur le si. Existe-t-il une liste de rappel?

Enquête maison : Appel à participer au sondage! Suzie s'occupera de récupérer les documents et de les apporter au prochain CA de décembre.

21. Planification du prochain CA : grandes lignes et attentes

Vendredi et samedi matin : À Québec les 6 et 7 décembre

Organisation des rencontres de CA et appropriation d'enjeux et débat : un défi!!

22. Évaluation de la rencontre

- Préparation de la rencontre appréciée.
- Beaucoup de contenu.
- Organiser et axer sur la tâche, mais nous sommes indisciplinés... Nous ne concluons pas assez... Nous avons envie de parler.
- Yves a survécu à son premier rapport de trésorerie.
- Le vendredi pm, la patience n'est pas l'amie de Marie!
- Partir de proposition, organiser l'échange, prendre des décisions.
- Remerciements.
- Stimulant.

23. Levée de l'assemblée

Sur proposition de Karine Leducq et appuyé par Marie Boivin, la levée de l'assemblée se fait à 15 h 55.


Karine Leducq
Secrétaire du RQIIAC.